

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral imposant des mesures d'urgences à la société TANK
pour son installation située sur la commune de SAINT-POL-SUR-MER (DUNKERQUE)**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié n° A – 98 – 42 délivré le 15 juin 1998 à la société BECQUET pour l'exploitation d'une station de lavage de citernes routières située au 255 rue Maurice BERTEAUX sur le territoire de la commune de SAINT-POL-SUR-MER concernant notamment la rubrique n° 2795 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la lettre préfectorale du 10 juin 1999 donnant acte à la société TANK SERVICE du changement de raison sociale, à compter du 27 juillet 1998, des établissements BECQUET devenus société TANK SERVICE ;

Vu la lettre préfectorale du 16 janvier 2006 donnant acte à la SARL TANK SERVICE du changement de dénomination sociale, à compter du 30 juin 2005, de la société TANK SERVICE devenue SARL TANK ;

Vu le rapport du 19 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 20 février 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 20 février 2026 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 20 février 2026 et par courrier du 27 février 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de sa visite du 3 février 2026, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté les faits suivants :
 - l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émission reprises à l'article 8.3.3. de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1998 modifié susvisé en concentration et en flux pour les paramètres MES, DBO5, DCO, Hydrocarbures Totaux, Zinc, Plomb, Manganèse, Substances Extractibles au Chloroforme, Fer + Aluminium ;
 - l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites d'émission de sa convention de rejets avec la communauté urbaine de Dunkerque ;
 - des rejets non conformes sont constatés depuis le mois d'octobre 2025 ;
 - un déversement accidentel de 300 m³ a eu lieu dans le réseau d'assainissement, déversement défini comme probablement non conforme par l'exploitant ;
 - ces rejets sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des stations d'épuration de la communauté urbaine de Dunkerque et polluer les boues générées ;
2. il s'avère nécessaire, en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, d'imposer à la société TANK des mesures d'urgence en vue de stopper le rejet d'effluents non conformes ;
3. l'urgence de la mise en œuvre des mesures ci-dessous est incompatible avec les délais de convocation et de tenue de la commission du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) et ces dispositions peuvent de ce fait être prescrites par le préfet sans avis préalable de cette commission conformément aux dispositions de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société TANK, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 9 rue Roland Garros à 38320 EYBENS, est tenue de respecter, à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions suivantes qui s'appliquent à ses installations exploitées au 255 rue Maurice Berteaux sur la commune de SAINT-POL-SUR-MER :

- le rejet dans le réseau d'assainissement de la communauté urbaine de Dunkerque est interdit jusqu'à ce que l'exploitant démontre que la qualité de ses effluents respecte les valeurs limites (VLE) définies à l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juin 1998 pour l'ensemble des paramètres ainsi que les valeurs limites reprises à l'article 3.3.2.2 de la convention de rejets signée en date du 3 janvier 2023 ;
- à la date de reprise des rejets, une analyse sur les paramètres soumis à autosurveillance, sur les paramètres repris dans la convention de rejet et les paramètres ayant fait l'objet d'un dépassement depuis septembre 2025 devra être réalisée de manière journalière à partir d'un prélèvement proportionnel au débit sur 24H.

Les résultats sont transmis immédiatement par courriel à l'inspection des installations classées dès réception. Le registre des citernes et fûts lavés est joint concomitamment.

En cas de dépassement sur l'un des paramètres, l'exploitant doit interrompre son rejet et en informer l'inspection des installations classées.

Ces dispositions pourront faire l'objet d'une demande de révision à l'inspection après démonstration d'une conformité sur une période minimale consécutive de 15 jours de rejet représentatifs.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de SAINT-POL-SUR-MER et DUNKERQUE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SAINT-POL-SUR-MER et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-sanctions-2026>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **17 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

